**COMPTE RENDU
DE LA REUNION DE CONSEIL MUNICIPAL
DU 03 SEPTEMBRE 2020**

Etaient Présents: M.FOUCHER Gérard, M.DARCY Baptiste, Mme GAUDIN Marie-Carmen, Mme MEYER Maryline, M. ALAGUILLAUME Patrick, Mme CHARENTON Josiane, M. PERRIOT Sébastien, M. VERON Eric, M. SEMENCE Gérard, Mme BOEL Brigitte, M. MEYER Jean, M. HURIE Jean-Paul, M. BEUNET Mickaël, Mme BEUNET Aurore

Pouvoirs : 0

Absents excusés : Néant

Absents : M. DUFUS Eric

Secrétaire de séance : Mme CHARENTON Josiane

BUDGET PRINCIPAL :

La délibération pour la demande de subvention de la compagnie « La Gargouille » a été annulée car celle-ci n'a plus lieu d'être. Une facture sera envoyée à la Mairie pour la représentation du 04/09/2020.

M. Meyer a dû quitter l'assemblée pour raison de santé, il n'a en conséquence pas pu participer à tous les votes.

Association Toucy Entraide – Demande de Subvention :

Le Maire donne lecture du courrier de l'Association TOUCY ENTRAIDE, sollicitant la commune pour le versement d'une subvention. En effet, 8 colis ont été distribués à des habitants de Rogny en 2019. La subvention souhaitée par TOUCY-ENTRAIDE, par colis est de 6 €.

Après délibération, le Conseil Municipal à 13 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention **DECIDE** de ne pas verser une subvention à TOUCY ENTRAIDE, compte tenu du manque d'information sur les familles aidées. Si des renseignements complémentaires sont fournis par l'association, la demande sera réétudiée par le conseil municipal lors de la prochaine séance.

Demande de subvention Club Omnisports de Puisaye :

Le Maire donne lecture du courrier de Monsieur SKAGHAMMAR Thomas, président du Club Omnisports de Puisaye, sollicitant la commune pour le versement d'une subvention pour l'année 2020.

Après délibération, le Conseil Municipal à 8 voix pour 5 voix contre et 0 abstention **DECIDE** de verser une subvention de 300.00 € au Club Omnisports de Puisaye.

Désignation des membres de la commission communale d'appel d'offres :

Le Maire donne lecture d'un courrier du contrôle de légalité de la Préfecture de l'Yonne, relatif aux membres de la commission communale d'appel d'offres. Le contrôle de légalité rappelle que les communes de moins de 3500 habitants doivent élire trois membres titulaires en plus du maire et trois membres suppléants.

Néanmoins, lors de la séance du conseil municipal du 26 mai 2020, il a été choisi cinq membres titulaires. Le Maire propose donc de régulariser la situation en procédant à nouveau à l'élection des membres de la commission.

Après délibération, le Conseil Municipal à 13 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention :

DESIGNE comme membres de la commission communale d'appel d'offres :

Titulaires : M. VERON Eric, Mme GAUDIN Marie-Carmen, Mme CHARENTON Josiane

Suppléants : M. PERRIOT Sébastien, M. BEUNET Mickaël, M. HURIE Jean-Paul

Désignation d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant pour la commission locale d'évaluation des charges transférées :

Depuis le 1^{er} janvier 2017 la commune de Rogny Les Sept Ecluses est rattachée à la communauté de communes de Puisaye-Forterre.

Ainsi, il est nécessaire de nommer un délégué communautaire titulaire et un suppléant pour la commission locale d'évaluation des charges transférées afin que la commune soit représentée lors de ses commissions.

Après délibération, le Conseil Municipal à 13 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention :

ACCEPTE de nommer un délégué titulaire et un suppléant pour siéger lors des commissions locales d'évaluation des charges transférées.

NOMME Mme GAUDIN Marie-Carmen déléguée titulaire communautaire à la CLECT.

NOMME M. FOUCHER Gérard délégué suppléant communautaire à la CLECT.

Désignation des membres de la Commission Communale des Impôts Directs :

Le Maire donne lecture d'un courrier de la DDFIP de l'Yonne relatif au renouvellement de la commission communale des impôts directs.

Selon l'article 1650 du Code Général des impôts, une CCID doit être instituée dans chaque commune. Le conseil municipal ayant été élu récemment, il est nécessaire de procéder au renouvellement de la CCID.

Après délibération, le Conseil Municipal à 13 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention :

ACCEPTE de procéder au renouvellement de la Commission Communale des Impôts Directs,

NOMME comme président : M. FOUCHER Gérard, Maire

NOMME comme commissaires titulaires :

M. PERRIOT Sébastien, Mme BEUNET Aurore, Mme CHARENTON Josiane, Mme BOEL Brigitte, M. DUMOULIN Jean, M. SAMYN Claude

NOMME comme commissaires suppléants :

M. PONCET Bruno, Mme GAUDIN Marie-Carmen, M. MEYER Jean, M. DARCY Baptiste, Mme HENRIAT Jacqueline, M. D'HARCOURT Jean

Désignation des membres du Comité de Bassin du Loing : EPAGE

Depuis le 1^{er} janvier 2019 l'Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux (EPAGE) du Bassin du Loing a pris le relais des Syndicats de rivières ou des Communautés de Communes afin d'assurer la gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI) sur l'ensemble de l'unité hydrographique du Loing.

Afin de garder un lien de proximité entre les communes et la gestion des rivières, le Comité Syndical a décidé la création de 14 Comités de Bassin. Ces comités constituent un outil d'expertise technique et d'aide à la décision au profit de l'EPAGE du Bassin du Loing.

Rogny Les Sept Ecluses se situe sur le périmètre du Comité de Bassin des Sources du Loing. A ce titre il est nécessaire de désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant qui représenteront la commune dans cette instance.

Après délibération, le Conseil Municipal à 13 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention :

NOMME Mme GAUDIN Marie-Carmen déléguée titulaire au Comité de Bassin du Loing : EPAGE.

NOMME M. HURIE Jean-Paul délégué suppléant au Comité de Bassin du Loing : EPAGE.

Participation achat calculatrices et kits de géométrie: Commune de Champcevrains :

Le Maire rappelle que des calculatrices et des kits de géométrie ont été offerts aux élèves du groupement scolaire Rogny / Champcevrains pour leur entrée en 6^{ème}.

La facture des fournitures s'élevant à 205.20 € et 1 élève étant domicilié à Champcevrains, le Maire propose qu'une participation soit demandée à la commune de Champcevrains.

Après délibération le Conseil municipal à l'unanimité :

DIT qu'une participation de 51.30 €, calculée au prorata du nombre d'enfant sera demandée à la commune de Champcevrains.

DIT que la recette sera inscrite sur le compte 74748 du BP communal 2020.

Participation à la protection sociale complémentaire des agents (Mutuelle):

Délibération de principe car celle-ci doit être soumise au Comité Technique du CDG89, pour avis

Le Maire rappelle à l'assemblée que conformément au décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011, les collectivités territoriales peuvent désormais contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent.

Le Conseil municipal;

Sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré à 10 voix pour, 2 voix contre et 1 abstention **DECIDE :**

Article 1 : Mode de mise en œuvre choisi : **labellisation**

La commune de Rogny Les Sept Ecluses accorde sa participation aux dépenses de protection sociale complémentaire : **des fonctionnaires (titulaires ou stagiaires), des agents de droit public et de droit privé** en activité pour le risque santé dans le cadre du dispositif de : **labellisation**.

- ♦ Le risque santé, c'est-à-dire les risques d'atteintes à l'intégrité physique de la personne et les risques liés à la maternité, en participant aux cotisations des contrats labellisés souscrits par les agents

Article 2 : De fixer le niveau de participation comme suit :

Pour le risque santé : **Versement fixe mensuel : 10.00 euros brut par agent**, quelque-soit leur temps de travail hebdomadaire, leur catégorie, grade ou emploi.

Article 3 : De retenir la modalité de versement de participation suivante : **Versement direct aux agents**

Article 4 : Le montant de la participation sera revu et étudié chaque année par le Conseil Municipal.

Instauration de la prime exceptionnelle COVID 19 :

Le Maire informe l'assemblée de la possibilité d'instaurer une prime défiscalisée et désocialisée à certains agents de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19 (du 24 mars au 10 juillet 2020).

Le décret n° 2020-570 du 14 mai 2020 rappelle les éléments suivants :

Sont considérés comme particulièrement mobilisés les personnels pour lesquels l'exercice des fonctions a, en raison des sujétions exceptionnelles auxquelles ils ont été soumis pour assurer la continuité du fonctionnement des services, conduit à un surcroît significatif de travail, en présentiel ou en télétravail ou assimilé.

Les modalités d'attribution de la prime exceptionnelle sont définies par délibération de l'organe délibérant dans la limite du plafond de 1000 € par agent.

Les bénéficiaires de la prime, le montant alloué et les modalités de versements sont déterminés par l'autorité territoriale.

La prime exceptionnelle est :

- cumulable avec tout autre élément de rémunération lié à la manière de servir, à l'engagement professionnel, aux résultats ou à la performance ou versé en compensation des heures supplémentaires, des astreintes et interventions dans le cadre de ces astreintes ;
- exonérée de cotisations et contributions sociales ainsi que d'impôt sur le revenu ;
- n'est pas reconductible.

Le Maire propose à l'assemblée d'instaurer cette prime selon les modalités suivantes :

Les services concernés :

En raison des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, du surcroît significatif de travail en présentiel ou en télétravail ou assimilé exercées par les agents des services :

- . Technique
- . Administratif (secrétariat de mairie, agence postale communale)

. Animation

Les sujétions exceptionnelles :

Risque d'exposition au virus en raison des fonctions exercées

Gestion de la station d'épuration et du réseau d'assainissement collectif en présentiel

Les montants seront plafonnés par agent selon le service d'appartenance ainsi :

Agents d'accueil de l'agence postale communale : 300.00 €

Agent d'entretien : 300.00 €

Agent du secrétariat de mairie : 300.00 €

Agent technique en charge de la station d'épuration et du réseau d'assainissement : 300.00 €

Agent d'animation en charge de la communication et de la gestion du camping municipal : 300.00 €

Après avoir entendu le Maire dans ses explications, le conseil municipal, après en avoir délibéré décide :

A 11 voix pour, 1 voix contre et 1 abstention, d'instaurer la prime COVID 19,

A 8 voix pour, 4 voix contre et 1 abstention, d'octroyer la prime à tous les services mentionnés ci-dessus,

A 9 voix pour, 3 voix contre et 1 abstention, de plafonner le montant de la prime COVID à 300.00 € par agent.

Compte tenu de la majorité, le Conseil municipal décide d'adopter la proposition du Maire et d'inscrire au budget les crédits correspondants.

Décision modificative n°1 :

Suite à la vérification du budget par le contrôle de légalité de la Préfecture de l'Yonne, il s'avère que le montant en capital de la dette n'est pas couvert par les ressources propres. Ceci s'explique par les prêts relais subvention contractés auprès du Crédit Agricole et des prévisions budgétaires mises en place pour un éventuel remboursement anticipé. En conséquence, il est nécessaire de prendre la décision modificative suivante :

Dépenses d'investissement :

Chap 16 compte 1641 : + 155 000.00 €

Recette d'investissement :

Chap 16 compte 1641: - 155 000.00 €

Après délibération, le Conseil Municipal, à 13 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention :

ACCEPTE la décision modificative ci-dessus, afin de régulariser l'équilibre des opérations financières du budget principal primitif 2020.

DIT que ces prévisions seront bien reportées sur le BP communal 2020.

Décision modificative n°2 :

Suite à la vérification du budget par la Perception de Saint Fargeau, il s'avère que le résultat de clôture du budget CCAS de 2018 n'a pas été reporté sur le résultat du budget principal 2019, pour établir le budget primitif 2020. En conséquence, il est nécessaire de prendre la décision modificative suivante :

Recette de fonctionnement :

Chap 002 compte 002 : + 4 095.02 €

Dépense de fonctionnement :

Chap 12 compte 6411 : + 4 095.02 €

Dépense d'investissement :

Chap 001 compte 001: + 36.08 €

Recette d'investissement :

Chap 13 compte 1327 : + 36.08 €

Après délibération, le Conseil Municipal, à 13 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention :

ACCEPTE la décision modificative ci-dessus, afin de régulariser le budget principal primitif 2020.

DIT que ces prévisions seront bien reportées sur le BP communal 2020.

Acceptation de la convention relative à la prise en charge des frais médicaux par le CDG89 :

Le Maire expose :

Les honoraires et autres frais résultants des examens prévus au décret 87-602 sont à la charge du budget de la collectivité,

Toutefois le paiement peut être assuré par le CDG, les modalités de remboursement devront être définies par convention.

Par délibération en date du 27/01/2016 le Conseil d'Administration du CDG89 a souhaité assurer ce paiement afin d'éviter de voir diminuer le nombre de praticiens.

Après délibération, le Conseil Municipal, à 13 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention **décide :**

D'autoriser le Maire à signer la convention de prise en charge des honoraires et frais médicaux et d'en accepter les conditions.

QUESTIONS DIVERSES :

- M. Foucher donne lecture de plusieurs questions transmises par M. Alaguillaume :

Le panneau d'interdiction de stationnement entre l'Auberge du Canal et l'Auberge des 7 Ecluses est masqué par des arbres. Celui-ci va être déplacé par les agents communaux.

Le projet d'implantation d'une terrasse devant l'Auberge du Canal va être réétudié.

M. Foucher, avec l'aide des agents du service technique, vont réfléchir pour installer deux places de stationnement à proximité des restaurants dans la rue Hugues Cosnier, pour sécuriser le carrefour entre l'Auberge des 7 Ecluses et la rue Gaspard de Coligny.

- M. Foucher donne lecture de plusieurs questions transmises par M. Hurié :

Concernant l'entretien du Canal par VNF : un courrier sera envoyé au service concerné.

Un arrêté municipal sera pris pour déplacer le panneau d'entrée du village, sur la route de Breteau, afin de sécuriser la sortie des poneys et chevaux du Haras de Cottard.

- Dans le cadre de l'adhésion de la commune au CNAS, la commune doit désigner un délégué élu. Mme BEUNET Aurore se porte volontaire.
- M. Foucher informe les conseillers municipaux que la nouvelle directrice de l'école primaire a lancé un appel à projet pour percevoir des aides de l'Etat dans le cadre de l'acquisition d'un vidéoprojecteur et de quatre tablettes numériques. Le montant minimal à atteindre est de 3000.00 € pour une aide de 50 %.
- Le Maire rappelle que la compagnie « La Gargouille » fait sa représentation le vendredi 04 septembre au pied des 7 Ecluses. Tous les conseillers y sont conviés.
- Le Maire explique qu'il faudrait envisager la pose de columbariums supplémentaires. M. Dépée propose deux solutions (un de 6 places et un de 8 places). Le budget permettant l'achat des deux columbariums, les devis correspondant seront validés afin de prévoir l'année prochaine la prolongation de la voirie du nouveau cimetière.
- Le Maire donne lecture d'un courrier de remerciement d'une administrée pour la célébration de son 100^{ème} anniversaire.
- M. Foucher informe le conseil municipal que la révision du prix au m² du lotissement des Claveries sera mise à l'ordre du jour du prochain conseil. Mme BOEL signale que la personne exploitant le champ à côté du lotissement a semé des cailloux partout dans le village.
- M. Foucher informe les conseillers qu'une visite, pour obtenir une troisième étoile au camping, aura lieu le 17/09/2020.
- Le Maire propose à l'ensemble du conseil municipal de faire une visite du village afin de leur présenter le patrimoine de la commune et pour leur soumettre les éventuels futurs projets. Cette visite se fera le samedi 03 octobre 2020 à 9h00.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance a été levée à vingt-deux heures zéro minute.